

**2007**  
**Mitec Telecom Inc.**  
**Rapport du Quatrième Trimestre**  
**Pour l'exercice terminé le 30 avril 2007**



## Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec Telecom Inc. («Mitec» ou «la Société») et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour l'année terminée le 30 avril 2007 («exercice 2007») en comparaison avec les années terminées les 30 avril 2006 et 30 avril 2005.

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité. Il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2007. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible jusqu'au 25 juillet 2007.

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés.

Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique «Risques et incertitudes» de notre notice annuelle datée du 25 juillet 2007.

Les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés. Rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

## APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Avant leur publication, les états financiers annuels de Mitec, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

## PROFIL

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se répartissent en deux principaux secteurs d'activité : les télécommunications («Télécommunications») et les communications par satellite («Communications par Satellite»).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de radiofréquences («RF») de pointe pour les stations de base cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et

sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données et finalement, les communications multimédias.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes.

Le siège social de Mitec est situé à Pointe-Claire, au Canada et la Société possède une autre exploitation à Suzhou (Chine). Au 30 avril 2007, la Société comptait 295 employés à l'échelle mondiale.

## **FAITS SAILLANTS**

La Société a annoncé plusieurs changements à son conseil d'administration pendant le premier trimestre de l'exercice 2007. Le 12 mai 2006, la Société a annoncé la nomination de Jeffrey A. Mandel à son conseil d'administration; par la suite, David Scott a annoncé sa démission à titre de président du conseil et Hubert Marleau a été nommé président intérimaire. Le 15 août 2006, le conseil d'administration annonçait la nomination de Daniel Piergentili au poste de président et chef de la direction de la Société. Il devenait ainsi membre du conseil d'administration de Mitec. La même journée, Keith Findlay démissionnait de son poste de président et chef de la direction pour assumer un rôle de consultant auprès de la Société. De plus, le 30 août 2006, William B. Clift a remis sa démission en tant qu'administrateur.

Le 28 août 2006, la Société a annoncé quelle avait déposé un prospectus simplifié dans chacune des provinces canadiennes dans le cadre de son placement de droits déjà annoncé. Dans le cadre de ce placement de droits, Mitec a conclu une convention de placement garanti avec quatre acquéreurs leur accordant le droit de souscrire jusqu'à concurrence de 35 000 00 d'actions ordinaires par voie de placement privé, au prix de 0,10 \$ chacune, dans la mesure où les droits ne seraient pas exercés et sous réserve de certaines conditions. Mitec a également accordé à ces quatre acquéreurs le droit de souscrire jusqu'à concurrence de 35 000 000 d'actions ordinaires par voie de placement privé, au prix de 0,10 \$ chacune; de cette façon, si le placement garanti était souscrit intégralement, le placement privé facultatif n'aurait pas à être réalisé. En contrepartie de la convention de placement garanti, Mitec a convenu d'émettre un nombre global de 8 750 000 bons de souscription d'actions ordinaires aux quatre acquéreurs liés par la convention de placement garanti à la clôture du placement de droits. Chacun bon permettant au détenteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire de Mitec au prix de 0,10 \$ chacune pour une période de deux ans. Les acquéreurs étaient les Conseillers en placement Howson Tattersall Limitée, un initié compte tenu qu'il détenait plus de 10% des actions ordinaires en circulation, Palos Capital Pool L.P., Notre-Dame Capital Inc et Mi3 SD Inc., ces trois corporations étant liée avec certain membres du conseil d'administration de Mitec soit Hubert Marleau, Richard Groome et Jeffrey Mandel respectivement.

Comme le nombre global d'actions ordinaires susceptibles d'être émises aux initiés de Mitec dans le cadre du placement privé et de l'exercice des bons de souscription d'actions ordinaires excédaient le seuil de 10 % et que le prix d'émission des actions et le prix d'exercice des bons de souscription étaient inférieurs aux escomptes maximaux que la Bourse de Toronto permet sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation des porteurs de titres, Mitec a compté sur une dispense en la matière que lui a accordée la Bourse de

Toronto aux termes de l'article 604(e) du Guide a l'intention de sociétés de la TSX, en raison de la présence de difficultés financières majeures. Sur la recommandation d'un comité spécial composé d'administrateurs indépendants de Mitec, le conseil d'administration de celle-ci a établi que Mitec éprouvait des difficultés financières majeures et que le placement de droits, l'émission de bons de souscription aux acquéreurs liés par la conventions de placement garanti et le placement privé facultatif subséquent avaient pour but d'améliorer sa situation financière et étaient raisonnables dans les circonstances.

Le 3 octobre 2006, la Société a émis 43 682 181 actions ordinaires aux termes d'une émission de placement de droits, le produit brut de cette émission s'est établi à 4,4 millions de dollars. Puisque plus de 3,5 millions \$ ont été amassés, la convention de placement garanti n'a pas été utilisée.

Le 18 octobre 2006, la Société a clôturé son placement de droits et émis 35 000 000 d'actions ordinaires et 8 750 000 options pour la valeur de 3,5 millions \$. La Société a également annoncé le 20 octobre 2007 la démission de Stefano Bazzocchi de son poste de vice-président finances et chef des services financiers et qu'elle nommait Bruno Dumais au poste de vice-président finance.

Le 20 novembre 2006, la Société a annoncé que Marc Desjardins, le directeur général de son exploitation en Chine, quittera son poste pour aller relever d'autres défis. Martin devient le nouveau directeur général de l'exploitation en Chine.

Le 31 janvier 2007, la Société a annoncé qu'elle procédait à la fermeture de son exploitation américaine située à Reno, au Nevada, dans le cadre de ses efforts de consolidation visant à rétablir la rentabilité de l'entreprise. Mitec regroupait ainsi l'ensemble de son exploitation nord-américaine à ses installations de Montréal. Mitec a également annoncé la signature d'une alliance stratégique avec la société Broadband Wireless dans le but de concevoir des amplificateurs de grande puissance à ondes multiples (MCPA) destinés aux infrastructures sans-fil.

Le 30 mars 2007, la Société a émis 19 289 799 actions ordinaires et 19 289 779 bons de souscription dans le cadre d'un placement privé. Le produit brut global mobilisé dans le cadre de ce placement privé s'est établi à 3,5 millions \$. Le produit net de ce placement privé a été attribué au fonds de roulement ainsi qu'à des acquisitions potentielles.

## **RETRAITEMENT**

Au cours du processus de clôture de ses états financiers de 2007, la Société a réalisé qu'elle avait, dans les périodes précédentes, converti d'une manière inappropriée ses investissements nets dans une filiale autonome. En raison de cette erreur, la Société a retraité ses états financiers consolidés au 30 avril 2006 et pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que le solde d'ouverture du déficit correspondant à la correction effectuée pour les périodes antérieures au 1er mai 2005. Le résultat du retraitement sur l'état des résultats consolidés de l'année terminée le 30 avril 2006 a été une augmentation de la perte de change, de la perte découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices, de la perte découlant des activités poursuivies et de la perte nette de l'exercice de 0,4 millions \$. Le résultat de base et dilué par action ordinaire découlant des activités poursuivies et le résultat de base et dilué par action ordinaire ont aussi augmenté de 0,01\$.

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

Le tableau suivant présente les principales informations financières pour les trimestres de l'exercice courant et de l'exercice précédent.

(en milliers, sauf les données par action))	2007				2006			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	7 757	8 536	8 838	8 676	10 350	11 350	9 518	13 292
Bénéfice brut	2 581	901	1 780	188	1 245	1 806	635	1 660
Frais de vente et d'administration	1 500	1 852	2 078	2 023	1 976	2 017	2 696	2 458
Frais de recherche et développement	1 049	1 405	1 793	2 022	1 949	1 849	1 694	1 843
Aide gouvernementale – recouvrement de crédits d'impôts non remboursables	(814)	–	–	–	–	–	–	–
Amortissement des actifs incorporels	250	249	398	497	541	527	525	525
Charges financières	68	47	55	135	155	137	137	162
Taux d'échange	625	(575)	77	33	113	219	287	480
Intérêts créditeurs	(4)	(10)	(9)	(51)	(87)	(87)	(38)	(132)
Réduction de valeur d'immobilisations corporelles	–	85	–	–	470	–	–	–
Réduction de valeur d'actifs incorporels	–	156	–	–	363	–	–	–
Services payés par l'émission d'options sur actions	30	57	368	64	58	113	103	569
Frais de restructuration et autres dépenses	196	190	1,342	–	231	57	281	1,195
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	814	–	(67)	(114)	(149)	(147)	(149)	(149)
Perte découlant des activités poursuivies	(1 133)	(2 555)	(4 255)	(4 421)	(4 375)	(2 879)	(4 901)	(5 291)
Perte nette	(1 133)	(2 555)	(4 255)	(4 429)	(4 444)	(2 901)	(4 848)	(5 374)
Résultat par action – de base et dilué								
-Activités poursuivies	(0,01)	(0,02)	(0,04)	(0,06)	(0,06)	(0,04)	(0,06)	(0,07)
-Perte nette	(0,01)	(0,02)	(0,04)	(0,06)	(0,06)	(0,04)	(0,06)	(0,07)
Total de l'actif	33 324	34 770	38 769	36 086	46 972	49 593	52 088	58 744
Dette à long terme	958	1 083	1 555	1 734	1 911	2 085	2 264	2 441
Trésorerie et équivalents de trésorerie et à court terme	6 361	6 364	8 251	3 985	11 557	13 088	13 689	17 205

## RÉSULTATS DU QUATRIEME TRIMESTRE

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires pour le quatrième trimestre terminé le 30 avril 2007 a atteint 7,8 millions \$, reflétant une baisse de 33 % en regard de la même période il y a un an. Le déclin du chiffre d'affaires de la Société est imputable à la diminution du nombre de livraisons du secteur Télécommunications qui a diminué de 3,5 millions \$, pendant le quatrième trimestre, comparativement à la même période l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des ventes du secteur des amplificateurs de puissance générant une marge bénéficiaire négative. Les revenus pour le secteur Communications par satellite, qui a dégagé 74 % du total des produits d'exploitation, a augmenté de 0,9 million \$ et est passé de 4,8 millions \$ à 5,7 millions \$, soit une augmentation de 20 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2006, résultant principalement d'une plus grande pénétration du marché des stations terrestres.

	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007	T4 2006
<i>(en milliers de dollars)</i>					
<b>Télécommunications</b>	2 015	2 641	3 206	4 071	5 552
<i>% du total des produits d'exploitation</i>	26,0%	30,9%	36,3%	46,9%	53,6%
<b>Communication par satellite</b>	5 742	5 895	5 632	4 605	4 798
<i>% du total des produits d'exploitation</i>	74,0%	69,1%	63,7%	53,1%	46,4%

### Bénéfice brut

La marge brute pour le quatrième trimestre de l'exercice 2007 est passée de 1,2 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2006 à 2,6 millions \$, soit une augmentation de 1,4 millions \$. Cette augmentation résulte du désengagement de Mitec dans la vente de certains produits comportant des marges négatives combinée à une diminution des frais généraux de fabrication.

	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007	T4 2006
<i>(en milliers de dollars)</i>					
<b>Télécommunications</b>	543	(978)	(27)	(930)	69
<i>% du chiffre d'affaires</i>	26,9%	(37,0%)	0,0%	(22,8)%	1,2%
<b>Communications par satellite</b>	2 038	1 879	1 807	1 118	1 176
<i>% du chiffre d'affaires</i>	35,5%	31,9%	32,1%	24,3%	24,5%

La marge brute du secteur Télécommunications a connu une augmentation de 0,4 million \$ passant de 0,1 million \$ pour la même période l'année dernière à 0,5 million pour l'exercice 2007. Ceci a été entraîné par un fléchissement du chiffre d'affaires dans le cas des amplificateurs de puissance et les nouvelles technologies dans l'équipement de conditionnement RF qui comportaient des marges brutes faibles.

La marge brute du secteur Communications par satellite a connu une hausse de 0,9 million \$, passant de 1,2 million \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2006 à 2,0 million \$ pour le même trimestre de l'exercice 2007. La marge brute est passée de 24,5 % à 35,5%, en raison principalement d'une meilleure gamme de produits.

### **Frais de recherche et développement**

Les frais de recherche et développement (R et D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement mais avant la comptabilisation du recouvrement de crédits d'impôts fédéraux non reconnus, pour le quatrième trimestre de l'exercice 2007 ont diminué de 43 %, passant de 1,9 millions \$ lors du quatrième trimestre de l'exercice 2006 à 1,0 million \$. Cette diminution est imputable à une diminution de l'investissement suite à la fermeture du centre de recherche localisé à Reno au Nevada.

### **Frais de vente et d'administration**

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le quatrième trimestre de l'exercice 2007 ont diminué de 27 %, passant de 2,0 millions \$ à 1,5 millions \$. Cette diminution résulte du programme de restructuration.

### **Charges financières**

Les charges financières se sont établies à 0,1 million \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2007, contre 0,2 million \$ pour le même trimestre de l'exercice 2006. Cette réduction est la conséquence de la réduction des charges financières à court terme suite au remboursement du prêt bancaire.

### **Amortissement des actifs incorporels**

L'amortissement des actifs incorporels a baissé à 0,3 million \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2007 comparativement à 0,5 million \$ pour la même période l'année précédente suite à la radiation d'actifs intangibles dans le secteur des Télécommunications.

### **Rémunération à base d'actions**

Le montant de la charge constatée au cours du trimestre actuel à titre de rémunération à base d'actions s'est élevé à 30 000\$ soit approximativement le même montant qu'au quatrième trimestre de l'année précédente.

### **Frais de restructuration et autres charges**

Pour le présent trimestre, la Société a enregistré des frais de restructuration de 0,2 million \$, approximativement le même montant pour la même période l'année dernière. Ces coûts sont imputables au départ de plusieurs d'employés et cadres supérieurs et comprennent des indemnités de départ et autres avantages connexes.

### **Perte découlant des activités poursuivies**

La perte découlant des activités poursuivies pour le quatrième trimestre de l'exercice 2007 s'est établie à 1,1 millions \$, ou 0,01 \$ par action, une amélioration de 3,3 millions \$ comparée à une perte de 4,4 millions \$, ou 0,06 \$ par action, pour le même trimestre de l'exercice 2006. La baisse de la perte découlant des activités poursuivies résulte des mêmes facteurs énoncés précédemment. L'augmentation des actions ordinaires pondérées a eu une incidence sur la perte par action pour l'exercice en cours.

### **Perte nette**

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2007, la perte nette s'est chiffrée à 1,1 millions \$, ou 0,01 \$ par action, contre 4,4 millions \$, ou 0,06 \$ par action, pour le quatrième trimestre de l'exercice 2006. La baisse de la perte nette résulte de marges brutes favorables provenant des activités d'exploitation jumelées à l'effet positif du programme de restructuration.

### **Bénéfice avant intérêts, impôts et taxes et amortissement (BAIIA)**

A titre d'information supplémentaire à la mesure des revenus basés sur les PCGR canadiens, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et taxes et

amortissement («BAIIA»). Les amortissements incluent la réduction de valeur d'immobilisations corporelles et incorporelles. Les intérêts incluent la charge d'intérêts pour la marge de crédit et sur les prêts à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. Les résultats présentés ci-dessus n'ont pas de mesures standardisées respectant les PCGR et peuvent ne pas être comparables à ceux présentées par d'autres corporations.

Le tableau suivant présente la réconciliation entre le BAIIA et la perte calculée en fonction des PCGR et présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour les cinq derniers trimestres, il présente de plus l'impact des frais de restructuration et du recouvrement de crédits d'impôts non remboursables.

	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007	T4 2006
(Montants en milliers de dollars)					<i>Retraité</i>
Perte découlant des activités poursuivies	(1 133)	(2 555)	(4 255)	(4 421)	(4 375)
Impôt sur les bénéfices	814	—	(67)	(114)	(149)
Amortissement et perte à la réduction de la valeur des immobilisations corporelles et des frais reportés	902	1 103	1 017	1 112	1 682
Intérêts	(12)	31	35	64	44
<b>BAIIA découlant des activités poursuivies</b>	<b>571</b>	<b>(1 421)</b>	<b>(3 270)</b>	<b>(3 359)</b>	<b>(2 798)</b>
Effet des coûts de restructuration	196	1 176	1 342	—	231
Effet du recouvrement des crédits d'impôts non remboursables	(814)	—	—	—	—
<b>BAIIA découlant des activités poursuivies ajusté en fonction des coûts de restructuration et du recouvrement des crédits d'impôts non remboursables</b>	<b>(47)</b>	<b>(245)</b>	<b>(1 928)</b>	<b>(3 359)</b>	<b>(2 567)</b>

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES

Le tableau suivant présente les principales informations financières des trois derniers exercices :

Exercices terminés les 30 avril <i>(montants en milliers, sauf les données par action)</i>	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
		<i>Retraité</i>	<i>Retraité</i>
Chiffre d'affaires	33 807	44 510	57 483
Bénéfice brut	5 450	5 346	5 405
Frais de vente et d'administration	7 453	9 147	12 303
Frais de recherche et développement	6 269	7 335	7 919
Aide gouvernementale – recouvrement de crédits d'impôts non remboursables	(814)	–	–
Amortissement des actifs incorporels	1 394	2 118	2 239
Charges financières	305	591	603
Taux de change	160	1 099	641
Intérêts créditeurs	(74)	(344)	(395)
Réduction de valeur d'immobilisations corporelles	85	470	930
Réduction de valeur d'actifs incorporels	156	363	1 943
Frais de restructuration et autres charges	1 728	1 764	2 222
Services payés par l'émission d'options sur actions	519	843	1 212
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	633	(594)	(379)
Perte découlant des activités poursuivies	(12 364)	(17 446)	(23 833)
Perte nette	(12 372)	(17 567)	(25 106)
Résultat par action – de base et dilué:			
-Activités poursuivies	(0,10)	(0,23)	(0,33)
-Perte nette	(0,10)	(0,23)	(0,34)
Total de l'actif	33 324	46 972	70 452
Dettes à long terme	958	1 911	2 618
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	6 361	11 557	17 798

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### Variations des résultats d'exploitation

Dans le passé, nos résultats d'exploitation ont connu de fortes variations, d'une période à l'autre. Il est probable qu'il en soit de même à l'avenir. Nous prévoyons que nos résultats d'exploitation trimestriels et annuels seront tributaires de plusieurs facteurs dans un avenir prévisible, dont le calendrier des approbations réglementaires accordées à nos produits dans diverses juridictions et les ventes qui en résulteront, le calendrier et le montant des paiements reçus aux termes de nos ententes actuelles et futures avec des tierces parties, et l'importance et le calendrier des dépenses liées à nos efforts en matière de recherche, de

développement et de commercialisation. En raison de ces variations, nous croyons que les comparaisons d'une période à l'autre de nos résultats d'exploitation ne donnent pas une bonne idée de notre rendement future.

### Chiffre d'affaires

Pour la période de douze mois terminée le 30 avril 2007, le chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 33,8 millions \$, une baisse de 24 % ou 10,7 millions \$ pour l'année précédente. Le déclin du chiffre d'affaires de la Société est imputable à la diminution du nombre de livraisons du secteur Télécommunications qui a diminué de 12,6 millions \$, ou de 51 %, comparativement à l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par la diminution de la demande pour des marchandises de plate-forme précédentes jumelée à la décision de se retirer de certains secteurs de ventes des amplificateurs de puissance générant des marges de profit déficitaires. Les revenus pour le secteur Communications par satellite ont augmenté de 1,9 millions \$ et sont passés de 20,0 millions \$ à 21,9 millions \$, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'exercice 2006, résultant principalement d'une plus grande pénétration du marché des stations terrestres.

<i>(en milliers de dollars)</i>	2007	2006	2005
<b>Télécommunications</b>	11 933	24 542	35 422
<i>% du total des produits d'exploitation</i>	35,3%	55,1%	61,6%
<b>Communication par satellite</b>	21 874	19 968	22 061
<i>% du total des produits d'exploitation</i>	64,7%	44,9%	38,4%

### Distribution géographique Produits d'exploitation

	Amérique du Nord	Europe	Asie	Autre
2007	44%	22%	26%	8%
2006	34%	35%	25%	6%
2005	41%	29%	26%	4%

L'augmentation du chiffre d'affaires des Communications par satellite aux États-Unis a eu une incidence sur le chiffre d'affaires de chacun des secteurs géographiques. La modification de la distribution géographique du chiffre d'affaires comparativement à la même période de l'exercice de l'année précédente représente une incidence de 2,3 millions \$ en produits d'exploitation imputable à la vente d'inventaires excédentaires en Europe.

### Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour l'exercice 2007 est passé de 5,3 millions \$ à l'exercice 2006 à 5,4 millions \$, soit une augmentation de 0,1 million \$. Cette augmentation résulte du désengagement de Mitec dans la vente de certains produits comportant des marges négatives. Le bénéfice brut considère les radiations d'inventaires localisés au Canada et aux États-Unis; si les radiations d'inventaires avaient été exclues, la marge brute aurait subi une augmentation de 1,0 million.

<i>(en milliers de dollars)</i>	2007	2006	2005
<b>Télécommunications</b>	(1,392)	(267)	(1,220)
<i>% du chiffre d'affaires</i>	(11.7%)	(1.0%)	(3.4%)
<b>Communications par satellite</b>	6,842	5,613	6,625
<i>% du chiffre d'affaires</i>	31.3%	28.1%	30.0%

La marge brute du secteur Télécommunications a connu une diminution de 1,1 millions \$ comparativement passant de négatif 0,3 million \$ pour la même période l'année dernière à négatif 1,4 million \$ pour l'exercice 2007. Ceci a été entraîné par un fléchissement du chiffre d'affaires dans le cas des amplificateurs de puissance et les nouvelles technologies dans l'équipement de conditionnement RF qui comportaient des marges brutes faibles ainsi que les radiations d'inventaires de 0,9 million \$.

La marge brute du secteur Communications par satellite a connu une hausse de 1,2 millions \$, passant de 5,6 millions \$ à l'exercice 2006 à 6,8 millions \$ au à l'exercice 2007. La marge brute est passée de 28,1 % à 31,3 %, en raison principalement d'une meilleure gamme de produits.

### **Frais de recherche et développement**

Les frais de recherche et développement (R et D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour l'exercice 2007 ont diminué de 15 %, passant de 7,3 millions \$ à l'exercice 2006 à 6,3 millions \$. Cette diminution est imputable à la réduction des investissements suite à la fermeture du centre de recherche et développement localisé à Reno au Nevada. La Société est confiante que, malgré le fait que les investissements en R&D ont diminué pendant l'exercice, le développement de nouveaux produits ne sera pas affecté. La Société a enregistré le recouvrement de crédits d'impôts non remboursable à titre d'aide gouvernementale d'un montant de 0,8 million pendant l'exercice. La note 16 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 30 avril 2007 décrit plus amplement ce point.

### **Frais de vente et d'administration**

Les frais de vente et d'administration de la Société pour l'exercice 2007 ont diminué de 19 %, passant de 9,1 millions \$ à 7,5 millions \$. Cette diminution résulte de la réduction des dépenses et du programme de restructuration.

### **Charges financières**

Les charges financières se sont établies à un montant négatif de 0,3 million \$ pour l'exercice 2007, contre 0,6 million \$ l'exercice 2006. Cette réduction est la conséquence de la réduction des charges financières à court terme suite au remboursement du prêt bancaire pendant l'exercice.

### **Amortissement des actifs incorporels**

L'amortissement des actifs incorporels a baissé 0,7 million \$ à 1,4 millions \$ à l'exercice 2007 comparativement à 2,1 millions \$ pour la même période l'année précédente suite à la radiation d'actifs intangibles dans le secteur des Télécommunications.

### **Rémunération à base d'actions**

Le montant de la charge constatée au cours de l'exercice à titre de rémunération à base d'actions s'est élevé à 0,5 million \$ comparativement à 0,8 million \$ pour l'année précédent, Les dépenses considèrent un montant de 0,1 million \$ imputable à la dévolution d'options compte tenu du départ de certains cadres supérieurs contre 0,5 million \$ pour l'exercice précédent.

### **Réduction de valeur des immobilisations corporelles**

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des immobilisations corporelles selon le plan stratégique de la Société et le contexte commercial dans lequel elle évolue. Au cours de l'exercice et suite à la fermeture des opérations des États-Unis, la

Société a comptabilisé une réduction de la valeur de ses immobilisations corporelles de 0,1 million \$.

### Réduction de valeur des actifs incorporels

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des actifs incorporels et évalue si une réduction de valeur devrait être considérée. Au cours de l'exercice, la Société a comptabilisé une réduction de la valeur de ses actifs incorporels de 0,2 million \$.

### Frais de restructuration et autres charges

Pour l'exercice 2007, la Société a enregistré des frais de restructuration de 1,7 millions \$ contre 1,2 million \$ pour la même période l'année dernière. Ces coûts considèrent des indemnités de départ et les bénéfices s'y rattachant versés à des employés et des cadres supérieurs. La Société a aussi décidé de fermer son installation américaine, ce qui a résulté en l'inscription de 0,1 million \$ à titre de frais de restructuration relié à la radiation d'inventaires en Télécommunications. Les efforts de restructuration ont aussi mené la Société à radier 0,9 million \$ d'inventaires en Télécommunications localisés au Canada. Les coûts reliés à la radiation d'inventaire ont été inscrits dans le coût des ventes. Pour l'exercice 2006, les frais de restructuration considéraient 0,3 million \$ à titre de frais de résiliation de baux d'immeubles et 0,2 million \$ pour des services d'un conseiller financier externe engagés pour évaluer certaines solutions stratégiques.

### Impôts sur les bénéfices

La Société a enregistré une dépense de 0,6 million \$ à titre d'impôts contre un recouvrement de 0,6 million pour l'exercice précédent compte tenu de la reconnaissance de 0,8 million \$ de crédits d'impôts à l'investissement fédéraux non comptabilisés précédemment. La note 16 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 30 avril 2007 décrit plus amplement ce point.

### Perte découlant des activités poursuivies

La perte découlant des activités poursuivies pour l'exercice 2007 s'établit à 12,3 millions \$, ou 0,10 \$ par action, une amélioration de 5,1 millions \$ comparé à 17,4 millions \$, ou 0,23 \$ par action, pour l'exercice précédent. La baisse de la perte découlant des activités poursuivies résulte des mêmes facteurs énoncés précédemment. L'augmentation des actions ordinaires pondérées a eu une incidence sur la perte par action pour l'exercice en cours.

### Activités abandonnées

La perte découlant des activités abandonnées s'est chiffrée à 8000 \$ en raison de la liquidation des entités suédoises. Compte tenu de la vente de ses filiales suédoises, la Société ne maintient plus d'activités d'exploitation en Suède.

### Perte nette

Pour l'exercice 2007, la perte nette s'est chiffrée à 12,4 millions \$, ou 0,10 \$ par action, contre 17,6 millions \$, ou 0,23 \$ par action, pour l'exercice 2006. La baisse de la perte nette résulte de marges brutes favorables provenant des activités d'exploitation jumelées à l'effet positif du programme de restructuration.

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

### Flux de trésorerie d'exploitation

(Montants en milliers de dollars)	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
		<i>Retraité</i>	<i>Retraité</i>
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	(7,699)	(10,394)	(12,864)

Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement lié aux activités poursuivies	(185)	5,210	7,696
Flux de trésorerie affectés à l'exploitation	(7,884)	(5,184)	(5,168)

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation avant les variations du fonds de roulement sont passés de 10,4 million \$ à 7,7 millions \$ pour l'exercice 2007 en raison d'améliorations apportées à la marge brute pour les deux secteurs ainsi qu'au plan de diminution des dépenses. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation avant les variations du fonds de roulement se chiffrent à 7,9 millions \$ pour l'exercice 2007 comparativement à 5,2 millions \$ l'année précédente, la différence étant liée principalement aux raisons susmentionnées.

La variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement lié aux activités poursuivies affiche une diminution de 5,3 million \$, passant d'une rentrée de fonds de 5,2 millions \$ pour l'exercice 2006 à une sortie de fonds de 0,2 million \$ pour l'exercice 2007. Ces résultats tiennent essentiellement à une baisse marquée du solde des créditeurs et à une augmentation des inventaires.

Le 6 juillet, la Société a décidé de rembourser sa marge de crédit. Depuis ce temps, la Société n'a pas encore initié le processus de discussions avec les différentes banques.

#### **Flux de trésorerie d'investissement**

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont élevés à 9,0 million \$ pour l'exercice 2007 en regard de 1,8 millions \$ pour l'exercice 2006, en raison surtout de la vente de placements à court terme

#### **Flux de trésorerie de financement**

Les activités de financement ont occasionné des rentrées de fonds de 3,4 millions \$ découlant des produits du placement de droits et du placement privé réduits du remboursement de la dette bancaire, en regard de sorties de fonds de 0,4 million \$ à l'année précédente.

### **INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION**

Les états financiers se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

#### **Incertitude quant à la continuité de l'exploitation**

Au cours des cinq derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude importante quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. S'engager dans des négociations continues avec des prêteurs potentiels pour obtenir de nouvelles sources de financement;
2. Prendre contact avec des investisseurs potentiels afin d'obtenir de nouvelles sources de financement;
3. Trouver une série de solutions pour les secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite; ce qui pourrait inclure la cession d'actifs ou d'activités; et
4. Rationaliser son exploitation pour réduire ses frais.

Au cours de l'exercice 2007, la Société a conclu les transactions suivantes afin d'aborder certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

- a. Le 3 octobre 2006, la Société a conclu son placement de droits, émettant 43 682 181 actions ordinaires en contrepartie de 4,2 millions \$ comptant;
- b. Le 18 octobre 2006, la Société a conclu son placement privé, émettant 35 000 000 actions ordinaires et 8 750 000 bons de souscription en contrepartie de 3,3 millions \$ comptant.
- c. Le 31 janvier 2007, la Société a fermé son exploitation américaine située à Reno au Nevada, ainsi que la signature d'une alliance stratégique avec la société Broadband Wireless LLC afin de développer certains produits pour les réseaux sans fils;
- d. La Société a de plus décidé de rationaliser ses opérations au Royaume-Uni; les fonctions de ventes et de marketing étant dorénavant dirigées à partir du siège social;
- e. Le 30 mars 2007, la Société a annoncé la conclusion d'un placement privé concernant la vente de 19 000 000 unités à un prix de 0,18\$ l'unité pour un produit global de 3,5 millions \$; chaque unité étant composée de une action ordinaire et d'un bon de souscription pour l'acquisition d'une nouvelle action. Le produit net a été appliqué au fonds de roulement et à une acquisition potentielle.

La direction est d'avis que, grâce aux mesures susmentionnées ainsi qu'au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

### **Risque lié à l'industrie**

Notre succès sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements de nos clients dans des infrastructures sans fil coûteuses. Étant donné que le marché du sans fil commercial n'a commencé à se redresser que récemment, il est difficile de prédire s'il prendra de l'expansion, ou, le cas échéant, le rythme auquel il le fera. Nos clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande de nos produits sans fil commerciaux pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur nos produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer

les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent notre pouvoir de comprimer les frais en période de ralentissement économique

### **Dépendance à l'égard de quelques clients**

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. Au cours de l'exercice 2007, la Société a réalisé 43 % de son chiffre d'affaires auprès de ses deux principaux clients. Bien que la Société déploie des efforts considérables pour entretenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

### **Secteur d'activité des clients**

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits de nos clients. Par conséquent, nous écouons nos produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et nous devons incorporer à nos produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Nous choisissons nos clients en évaluant leurs chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci n'est pas assurée. Si nos clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de notre produit aux exigences d'un autre client peut reporter le moment où nos ventes sont réalisées ou nous empêcher d'offrir nos produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, nos clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de nous imposer une fabrication conjointe ou encore de nous faire directement concurrence, nos produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur nos résultats d'exploitation.

### **Risque lié à la production**

Nos résultats trimestriels ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; notre capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un quelconque de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur nos résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas nous dépendons de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de nos produits. Si nous ne parvenons pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et la livraison des produits seront retardées, nous risquerons de perdre des clients et notre rentabilité pourra en subir les conséquences.

Notre dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de

qualité acceptable, ou toute autre circonstance qui nous obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer notre capacité de livrer nos produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable que nous subissions une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec nos principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si nous ne parvenions pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de nos clients.

### **Risque lié à l'exploitation**

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

### **Changements technologiques**

Mitec est consciente de la nécessité de demeurer à la fine pointe de la technologie pour satisfaire les nouveaux besoins de ses clients et garantir le flux de rentrées de fonds émanant de ses clients actuels tout en pénétrant de nouveaux marchés. Notre investissement en R et D demeure un élément primordial de notre entreprise, et continuera d'être complété par des techniques provenant de l'extérieur.

### **Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger**

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions.

### **Conjoncture économique**

Une conjoncture défavorable est susceptible de nuire aux activités de la Société. Par exemple, le ralentissement de la production en raison d'une conjoncture défavorable pourrait entraîner des coûts importants au titre des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel.

### **Taux de change**

Une partie substantielle du chiffre d'affaires de Mitec est libellée en monnaie étrangère, surtout en dollars américains, et peut être affectée de manière défavorable par des fluctuations importantes des cours.

### **Questions d'ordre environnemental**

Les activités de la Société sont assujétiées aux lois et à la réglementation environnementale relatifs aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des modifications à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

### **Fluctuation du cours des actions**

Le cours de nos actions ordinaires, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que nos concurrents ou clients ont conclus, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des

télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours de nos actions ordinaires s'avère très instable et pourrait le demeurer.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société:

Paiement par trimestres (Montants en milliers)	Total	1 an	2-3 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	958	500	458	—	—
Contrats de location- exploitation	198	148	44	6	—
Total obligations contractuelles	1 156	648	502	6	—

Toutes les données sont au 30 avril  
2006

## INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société recourt à des instruments financiers dérivés pour gérer son risque de change. En vertu de la politique de la Société, les instruments financiers dérivés ne sont pas utilisés à des fins de négociation ou de spéculation. Au cours de l'exercice, aucune opération de couverture n'a été jugée efficace. Durant l'année 2006, la Corporation avait conclu 5 contrats de change afin de vendre des 6,0 millions de dollars américains à un taux moyen de 1,169\$ par dollar américain.

## ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location exploitation exclusivement. A l'exception de ces engagements, qui sont considérés de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

## MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

### Résultat étendu et capitaux propres

En janvier 2005, l'ICCA publiait deux nouveaux chapitres dans le *Manuel de l'ICCA*, soit le chapitre 1530, intitulé « Résultat étendu », et le chapitre 3251, intitulé « Capitaux propres », qui entreront en vigueur pour l'exercice et les périodes intermédiaires débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ou après cette date. Le chapitre 1530 établit des normes de présentation concernant le résultat étendu et définit des normes pour la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres au cours de la période considérée. La Société estime que l'adoption de ces normes n'aura pas d'incidence importante sur ses états des résultats consolidés ou sur sa situation financière.

### Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

En janvier 2005, l'ICCA publiait un nouveau chapitre dans le *Manuel de l'ICCA*, soit le chapitre 3855 intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » qui entrera en vigueur pour les périodes débutant le 1<sup>er</sup> octobre 2006 ou après cette date. Ce nouveau chapitre précise quand un instrument financier doit être comptabilisé au bilan et à quel montant, parfois à l'aide de la juste valeur et parfois à l'aide de mesures fondées sur le coût. Il précise également comment les gains ou les pertes au titre des instruments financiers doivent être présentés et ajoute que la définition des instruments financiers comprend les créditeurs, les débiteurs, les prêts, les placements dans des emprunts et des titres de capitaux propres et les contrats de produits dérivés. La Société estime que l'adoption de ces normes n'aura pas d'incidence importante sur ses états des résultats consolidés ou sur sa situation financière.

### **Couvertures**

En avril 2005, l'ICCA publiait un nouveau chapitre dans le *Manuel de l'ICCA*, soit le chapitre 3865 intitulé « Couvertures » qui entrera en vigueur pour les exercices débutant le 1<sup>er</sup> octobre 2006 ou après cette date. Le chapitre établit des normes qui précisent quand et comment on peut appliquer la comptabilité de couverture. Une opération de couverture est une opération destinée à modifier l'exposition de l'entité à un ou à plusieurs risques. La comptabilité de couverture a pour effet de modifier les règles normales de comptabilisation, dans l'état des résultats de l'entité, des gains pertes, produits et charges rattachés à un élément couvert ou à un élément de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est de s'assurer que les gains, pertes, produits et charges qui se compensent sont comptabilisés au cours de la même période. La Société estime que l'adoption de cette norme n'aura pas d'incidence importante sur ses états des résultats consolidés ou sur sa situation financière.

### **Modifications comptables**

En juillet 2006, l'ICCA a apporté des modifications au chapitre 15056 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Modifications comptables ». Les principaux changements apportés à ce chapitre touchent notamment les éléments suivants : les entités ne peuvent effectuer un changement de méthode comptable que lorsqu'il est requis par une source première de PCGR, or lorsqu'il donne lieu à une présentation plus fiable et pertinente dans les états financiers; les changements de méthode comptable doivent être appliqués rétroactivement, à moins que les dispositions transitoires particulières d'une source première de PCGR permettent de procéder autrement ou que l'application rétroactive aux informations données à fins de comparaison pose des problèmes d'ordre pratique (la norme fournit des directives précises quant à ce qui est considéré comme des problèmes d'ordre pratique) l'amélioration de la divulgation des informations concernant les incidences, sur les états financiers, des changements de méthodes et d'estimations comptables et des corrections d'erreurs; la communication des nouvelles sources premières de PCGR qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur et qui n'ont pas encore été adoptées par l'entité. Les changements apportés à ce chapitre sont en vigueur pour les périodes intermédiaires et les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, la Société les a adoptés à compter de l'année fiscale 2008.

## **PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES**

Pour dresser ses états financiers, la Société doit estimer l'effet de diverses questions qui comportent nécessairement une incertitude à la date des états financiers. Chacune des estimations requises varie en fonction du degré de jugement en cause et de son incidence éventuelle sur les résultats financiers publiés par la Société. Les estimations sont jugées critiques lorsqu'une estimation différente pourrait raisonnablement être utilisée, ou lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que ces estimations soient modifiées d'une période à

l'autre, ce qui aurait des répercussions importantes sur la situation financière de la Société, ou entraînerait un changement à sa situation financière ou à ses résultats d'exploitation. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés. Les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

### **Évaluation des stocks**

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour dépréciation des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour dépréciation des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

### **Dépréciation d'actifs à long terme**

La Société évalue la recouvrabilité des actifs à long terme lorsqu'il existe des indices qu'une dépréciation est possible. Pour réaliser cette analyse, au moment où elle établit ses flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs, la Société considère des facteurs comme la conjoncture économique actuelle, les tendances et les perspectives pour l'avenir, la valeur marchande actuelle et d'autres facteurs économiques. Ces estimations pourraient modifier de façon considérable les flux de trésorerie en découlant et les justes valeurs estimatives généralement fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie pour déterminer la dépréciation.

### **Provision pour créances douteuses**

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues d'après la situation actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un quelconque de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

### **Impôts sur les bénéfices**

La Société comptabilise les actifs d'impôts futurs surtout à titre de reports de perte en avant et d'écarts temporaires déductibles. La direction évalue et analyse la réalisation de ces actifs d'impôts futurs afin de déterminer s'il y a lieu de constituer une provision pour moins-value. D'après cette évaluation, elle établit s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité des actifs d'impôts futurs se réalisent. Les facteurs considérés comprennent le bénéfice futur établi d'après les prévisions internes, les pertes des années antérieures et leur date d'échéance, l'historique des pertes reportées en avant, de même que les stratégies raisonnables de planification fiscale.

### **Provision pour restructuration**

Lorsque la direction et le conseil d'administration décident pour des raisons stratégiques de quitter ou de rationaliser des installations, ils établissent une provision pour restructuration estimative. Cette provision comporte les indemnités de départ à verser aux employés et les frais de résiliation de contrat de location-exploitation, et toute dépréciation d'actifs est

comptabilisée au moment où la décision est prise. Les provisions pour restructuration constituées au 30 avril 2007 et au 30 avril 2006 ont été jugées adéquates.

### **Provision pour garanties**

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits destinés aux microstations terriennes qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et les provisions constituées au 30 avril 2007 et au 30 avril 2006 ont été jugées adéquates.

### **Rémunération à base d'actions**

La Société fait une estimation de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 30 avril 2007, un total de 6 206 450 options sur actions étaient en cours dont 3 338 384 étaient exerçables. En date du 1er mai 2004, la Société a, de façon rétroactive et sans retraitement, comptabilisé une charge de rémunération pour les options attribuées d'après leur juste valeur calculée selon le modèle de Black et Scholes. Les estimations de la direction à l'égard de la volatilité des actions de la Société, du taux d'intérêt sans risque en vigueur, du taux de rendement et de la durée de vie prévus des options sont prises en compte dans le calcul.

### **Engagements et éventualités**

La Société est sujette à différentes réclamations et éventualités reliées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement reliées à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

## **OPÉRATIONS ENTRE PARTIES RELIÉES**

La Société a engagé des frais de consultation de 0,3 million \$ à une corporation contrôlée par un administrateur.

## **OPÉRATIONS PROJÉTÉES**

La Société étudie régulièrement les occasions d'opérations qui pourraient accroître la valeur pour les actionnaires. À l'heure actuelle, la Société n'a conclu aucune entente définitive concernant l'acquisition ou la cession d'actifs ou d'activités.

## **PERSPECTIVES**

La Société demeurera concentrée sur la réalisation de son plan de restructuration ainsi que concentrer ses activités sur les occasions existantes et nouvelles provenant des secteurs des Télécommunications et des Communications par satellite.

## **EFFICACITE DES CONTROLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, de concert avec les autres membres de la direction, des contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière afin de conférer une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière et la présentation d'états financiers à des fins externes

conformément aux PCGR de l'émetteur. La direction a évalué l'efficacité desdits contrôles au 30 avril 2007.

À la lumière de cette analyse, la Société a relevé quelques faiblesses importantes de ses contrôles au niveau de l'entité et des procédés ont été jugés inefficaces. Certaines de ces lacunes ont entraîné des retraitements de l'exercice terminé le 30 avril 2006 tel que décrit à la note 2 des états financiers consolidés ainsi que plusieurs ajustements dans le quatrième trimestre de l'année financière 2007 et ceux de l'année 2006. En parvenant à cette conclusion, la Société a reconnu les facteurs suivants :

- i) La démission du chef de la direction, du chef de la direction financière et d'autres membres de la haute direction, ainsi qu'une perte importante de membres clés du personnel du service des finances, ont provoqué des faiblesses importantes dans les contrôles au niveau de l'entité relativement à l'examen des résultats financiers par la direction. Cette situation a aussi causé des faiblesses importantes dans divers procédés en raison d'un manque d'examen et d'approbations.
- ii) Un effectif insuffisant et ne disposant pas des connaissances, de l'expérience et de la formation en comptabilité nécessaires pour l'application des PCGR par rapport aux exigences sur le plan de la présentation de l'information financière de la Société, à la complexité de celle-ci et aux activités d'exploitation.

En raison de ces faiblesses, il existe un risque qu'une inexactitude importante ne soit pas détectée. La Société prévoit poursuivre l'examen de la conception globale de son environnement de contrôle et y apporter les changements requis et mettre en œuvre des politiques et marches à suivre pour améliorer l'ensemble du contrôle interne à l'égard de la présentation de l'information financière au cours de l'exercice 2008. Pour remédier aux faiblesses importantes, la direction a considérablement élargi son processus de clôture pour y intégrer d'autres procédés d'analyse et procédures postérieures à la clôture.

## **RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION**

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 25 juillet 2007. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Au 25 juillet 2007, 174 502 223 actions ordinaires et 27 914 779 bons de souscriptions étaient émis et en circulation, ainsi qu'un total de 6 206 450 options sur actions.

**États financiers consolidés**

**Mitec Telecom Inc.**

30 avril 2007

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Les états financiers ci-joints ainsi que les autres informations financières contenues dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et comprennent des montants qui se fondent sur les meilleures estimations et jugements de la direction. Les informations financières présentées ailleurs dans le présent rapport concordent avec celles des états financiers. Les procédés et les systèmes de contrôle mis en place par la Société visent à fournir une certitude raisonnable quant à la fiabilité de ses registres comptables et à assurer une protection adéquate de ses biens.

Le comité de vérification, formé des administrateurs indépendants, est responsable d'examiner les états financiers consolidés et le rapport annuel et recommandent leur adoption par le conseil d'administration. Afin de s'acquitter de ses responsabilités, le comité de vérification doit rencontrer régulièrement la direction et les vérificateurs externes pour discuter des contrôles internes exercés sur le processus de communication de l'information financière, des principales conventions comptables, d'autres questions financières ainsi que des résultats de la vérification effectuée par les vérificateurs externes.

Les présents états financiers ont été vérifiés par la firme de vérificateurs externes Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés, et leur rapport est joint aux présentes.



**Daniel Piergentili**  
Président et  
Chef de la direction



Bruno Dumais, C.A.  
Vice-président, finances et  
Chef des services financiers

# RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de  
**Mitec Telecom Inc.**

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Mitec Telecom Inc. aux 30 avril 2007 et 2006 et les états consolidés des résultats, du déficit et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 avril 2007 et 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Notre rapport de vérification daté du 6 juillet 2006 a été retiré et, tel qu'il est indiqué dans la note 2 afférente aux états financiers consolidés, les états financiers consolidés en date du 30 avril 2006 et pour l'exercice terminé à cette date ont été retraités.

Montréal, Canada  
le 29 juin 2007  
[sauf pour la note 2 qui est en date du 11 juillet 2007]

Comptables agréés

**Mitec Telecom Inc.**Constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions***BILANS CONSOLIDÉS***[note 1]*Aux 30 avril  
(en milliers de dollars canadiens)

	2007 \$	2006 \$
		[Retraité – note 2]
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie <i>[note 23 v]</i>	6 286	1 468
Placements à court terme <i>[note 6]</i>	75	10 089
Comptes clients <i>[note 5]</i>	5 064	10 849
Autres débiteurs <i>[note 7]</i>	889	632
Impôts sur les bénéfices recouvrables	1 112	1 075
Stocks <i>[note 8]</i>	7 672	7 546
Charges payées d'avance et autres charges	757	491
Actif à court terme lié aux activités abandonnées <i>[note 4]</i>	—	278
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>21 855</b>	<b>32 428</b>
Immobilisations corporelles <i>[note 9]</i>	7 106	8 564
Actifs incorporels <i>[note 10]</i>	2 365	3 851
Placements <i>[note 11]</i>	750	—
Charges reportées <i>[note 12]</i>	1 248	2 129
	<b>33 324</b>	<b>46 972</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Dette bancaire <i>[note 13]</i>	—	6 016
Créditeurs et charges à payer <i>[note 17]</i>	6 647	12 079
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an <i>[note 14]</i>	500	953
Passif à court terme lié aux activités abandonnées <i>[note 4]</i>	—	63
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>7 147</b>	<b>19 111</b>
Dette à long terme <i>[note 14]</i>	458	958
	<b>7 605</b>	<b>20 069</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires <i>[note 15]</i>	125 631	116 357
Bons de souscription <i>[note 15]</i>	1 311	—
Surplus d'apport <i>[note 15]</i>	8 645	8 126
Déficit	(108 951)	(96 579)
Écart de conversion <i>[note 2]</i>	(917)	(1 001)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>25 719</b>	<b>26 903</b>
	<b>33 324</b>	<b>46 972</b>

Engagements et éventualités *[note 18]*

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Administrateur



Administrateur

**Mitec Tele com Inc.**

**ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**

[note 1]

Exercices terminés les 30 avril

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et le nombre d'actions)

	<b>2007</b>	2006
	<b>\$</b>	\$
		[Retraité – note 2]
<b>Chiffres d'affaires</b> [note 5]	<b>33 807</b>	44 510
Coût des ventes [notes 17 et 20]	<b>28 357</b>	39 164
<b>Bénéfice brut</b>	<b>5 450</b>	5 346
<b>Charges</b> [note 20]		
Frais de recherche et de développement	<b>6 633</b>	7 826
Aide gouvernementale [note 16]	<b>(364)</b>	(491)
Frais de recherche et de développement	<b>6 269</b>	7 335
Aide gouvernementale – recouvrement de crédits d'impôts non remboursables [note 16]	<b>(814)</b>	—
	<b>5 455</b>	7 335
Frais de vente et d'administration	<b>7 453</b>	9 147
Amortissement des actifs incorporels	<b>1 394</b>	2 118
Charges financières [note 22]	<b>305</b>	591
Pertes de change	<b>160</b>	1 099
Intérêts créditeurs	<b>(74)</b>	(344)
Réduction de valeur d'immobilisations corporelles [note 9]	<b>85</b>	470
Réduction de valeur d'actifs incorporels [note 10]	<b>156</b>	363
Frais de restructuration et autres charges [note 17]	<b>1 728</b>	1 764
Rémunération à base d'actions [notes 15 et 17]	<b>519</b>	843
	<b>17 181</b>	23 386
Perte découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	<b>(11 731)</b>	(18 040)
Charge d'impôts (recouvrement) [note 16]	<b>633</b>	(594)
Perte découlant des activités poursuivies	<b>(12 364)</b>	(17 446)
Perte découlant des activités abandonnées [note 4]	<b>(8)</b>	(121)
<b>Perte nette de l'exercice</b>	<b>(12 372)</b>	(17 567)
<b>Résultat de base de dilué par action ordinaire découlant des activités poursuivies</b>	<b>(0,10)</b>	(0,23)
Résultat de base et dilué par action ordinaire découlant des activités abandonnées	<b>(0,00)</b>	(0,00)
<b>Résultat de base et dilué par action ordinaire</b>	<b>(0,10)</b>	(0,23)
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>121 903 323</b>	76 405 263

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

**Mitec Telecom Inc.**

**ÉTATS DU DÉFICIT CONSOLIDÉS**

*[note 1]*

Exercices terminés les 30 avril  
(en milliers de dollars canadiens)

	<b>2007</b>	2006
	<b>\$</b>	\$
		[Retraité – <i>note 2]</i>
<b>Déficit au début de l'exercice</b>		
Tel que rapporté antérieurement	<b>(95 680)</b>	(78 517)
Cumul des rajustements des pertes de change des exercices antérieurs <i>[note 2]</i>	<b>(899)</b>	(495)
Tel que retraité <i>[note 2]</i>	<b>(96 579)</b>	(79 012)
Perte nette de l'exercice	<b>(12 372)</b>	(17 567)
<b>Déficit à la fin de l'exercice</b>	<b>(108 951)</b>	(96 579)

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.*

**Mitec Telecom Inc.**

**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS**

(note 1)

Exercices terminés les 30 avril  
(en milliers de dollars canadiens)

	<b>2007</b>	2006
	\$	\$
		[Retraité – note 2]
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Perte découlant des activités poursuivies	<b>(12 364)</b>	(17 446)
Ajout des éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des charges reportées [note 20]	<b>3 893</b>	5 283
Perte à la cession et à la réduction de valeur d'immobilisations corporelles [note 9]	<b>97</b>	563
Réduction de valeur d'actifs incorporels [note 10]	<b>156</b>	363
Rémunération à base d'actions	<b>519</b>	843
	<b>(7 669)</b>	(10 394)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités poursuivies [note 20]	<b>(185)</b>	5 210
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>(7 884)</b>	(5 184)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	<b>(288)</b>	(309)
Acquisitions d'actifs incorporels	<b>(32)</b>	(159)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	<b>76</b>	142
Acquisitions de placements à court terme	<b>(3 117)</b>	(23 187)
Vente de placements à court terme	<b>13 131</b>	25 327
Vente ou échéance de placements à court terme [note 11]	<b>(750)</b>	—
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>9 020</b>	1 814
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation de la dette bancaire	<b>349</b>	3 665
Remboursement de la dette bancaire	<b>(6 365)</b>	(3 327)
Remboursement de la dette à long terme	<b>(953)</b>	(707)
Diminution des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	—	(46)
Émission d'actions ordinaires et de bons de souscription déduction faite des frais d'émission [note 15]	<b>10 398</b>	—
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>3 429</b>	(415)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	<b>46</b>	55
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant des activités poursuivies</b>	<b>4 611</b>	(3,730)
<b>Trésorerie provenant des ( affectés aux) activités abandonnées [note 4]</b>		
	<b>207</b>	(371)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<b>1 468</b>	5,569
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>6 286</b>	1,468

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

### 1. nature de l'entreprise et incertitude quant À la continuité de l'exploitation

La Société, qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellites, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Les présents états financiers consolidés sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des cinq derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude importante quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait injuste. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

5. S'engager dans des négociations continues avec les institutions financières pour obtenir de nouvelles sources de financement;
6. Prendre contact avec des investisseurs potentiels afin d'obtenir de nouvelles sources de financement;
7. Trouver une série de solutions pour les secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellites; ce qui pourrait inclure la cession d'actifs ou d'activités; et
8. Rationaliser son exploitation pour réduire ses frais.

La direction croit que, grâce aux mesures susmentionnées ainsi qu'au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement dans un avenir prévisible. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**2. Retraitement**

Au cours du processus de clôture de ses états financiers de 2007, la Société a réalisé qu'elle avait, dans les périodes précédentes, converti d'une manière inappropriée ses investissements nets dans une filiale autonome. En raison de cette erreur, la Société a retraité ses états financiers consolidés au 30 avril 2006 et pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que le solde d'ouverture du déficit correspondant à la correction effectuée pour les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> mai 2005.

Le résultat du retraitement par poste est le suivant :

	Au 30 avril 2006		
	Tel que présenté \$	Ajustements \$	Retraité \$
<b>Bilan consolidé</b>			
Créditeurs et charges à payer	11 912	167	12 079
Déficit	(95 680)	(899)	(96 579)
Écart de conversion	(1 733)	732	(1 001)
<b>État des résultats consolidé</b>			
Perte de change	695	404	1 099
Perte découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	(17 636)	(404)	(18 040)
Perte découlant des activités poursuivies	(17 042)	(404)	(17 446)
Perte nette de l'exercice	(17 163)	(404)	(17 567)
Résultat de base et dilué par action ordinaire découlant des activités poursuivies	(0,22)	(0,01)	(0,23)
Résultat de base et dilué par action ordinaire	(0,22)	(0,01)	(0,23)
<b>État des flux de trésorerie consolidé</b>			
Perte décolant des activités poursuivies	(17 042)	(404)	(17 446)
Flux de trésorerie d'exploitation	(4 780)	(404)	(5 184)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(349)	404	55

**3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Les présents états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, dont les plus importants sont décrits ci-après :

**Périmètre de consolidation**

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les principaux comptes et opérations intersociétés ont été éliminés au moment de la consolidation.

## **NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

### **3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]**

#### **Utilisation d'estimations**

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers consolidés et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants présentés et l'information fournie par voie de notes sont établis à partir des meilleures estimations de la direction, d'après les hypothèses qui représentent les conditions économiques les plus probables et le plan d'action prévu. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et les écarts pourraient être importants.

#### **Aide gouvernementale et crédits d'impôt à l'investissement**

L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société s'est conformée, et qu'elle continuera de se conformer, à toutes les conditions nécessaires pour obtenir l'aide en question.

La Société engage des frais de recherche et de développement qui sont admissibles aux crédits d'impôt à l'investissement. Les crédits d'impôt à l'investissement enregistrés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouverts et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales.

L'aide gouvernementale, y compris les crédits d'impôt à l'investissement pour les frais de recherche scientifique et de développement expérimental, est portée en diminution du coût des actifs ou des charges connexes.

#### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont les dates d'échéance sont de 90 jours ou moins à la date d'acquisition.

#### **Placements à court terme**

Les placements à court terme sont comptabilisés au coût ou à la juste valeur marchande établie par portefeuille si elle est inférieure.

#### **Stocks**

Les matières premières et les composantes acquises sont établies au coût déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti ou au coût de remplacement s'il est inférieur. Les produits en cours et les produits finis sont constatés au coût déterminé, y compris les coûts indirects, selon la méthode du premier entré, premier sorti ou à la valeur de réalisation nette si elle est inférieure.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]**

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des subventions gouvernementales applicables. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les taux suivants :

	<b>Méthode</b>	<b>Durée ou taux</b>
Bâtiments	Amortissement linéaire	20 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif	10 à 20 %
Améliorations locatives	Amortissement linéaire	Durée du bail
Mobilier et agencements	Amortissement dégressif	20 %
Outils et matrices	Amortissement linéaire	5 ans
Matériel informatique	Amortissement dégressif	30 %
Automobiles	Amortissement dégressif	25 à 30 %

**Actifs incorporels**

Les actifs incorporels sont constatés au coût. Ils sont amortis sur leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants :

	<b>Méthode</b>	<b>Durée ou taux</b>
Logiciels	Amortissement dégressif	30 %
Technologie brevetée et marques de commerce	Amortissement linéaire	10 à 17 ans
Technologie non brevetée	Amortissement linéaire	5 à 10 ans

**Dépréciation d'actifs à long terme**

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La direction examine la valeur comptable des actifs et évalue si une charge d'amortissement devrait être comptabilisée. L'évaluation repose sur l'appréciation des changements technologiques, sur l'utilisation prévue par la Société et sur les flux de trésorerie non actualisés estimatifs projetés devant découler des actifs sous-jacents. Toute dépréciation donne lieu à une baisse de valeur des actifs incorporels et à l'imputation d'une charge pendant l'exercice dans la mesure où la valeur comptable des actifs excède leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

### **3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]**

#### **Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités**

Les actifs classés comme destinés à la vente sont mesurés à la valeur comptable ou à la juste valeur diminuée des frais de vente si cette dernière valeur est inférieure. Les actifs classés comme destinés à la vente ne peuvent pas être amortis. Les résultats d'exploitation d'une composante de la Société qui a été sortie, par vente ou par abandon, sont présentés à titre d'activités abandonnées et comprennent des activités et des flux de trésorerie qui peuvent être clairement distingués, sur le plan de l'exploitation et aux fins de présentation de l'information financière, de ceux du reste de la Société.

#### **Charges reportées**

Les charges reportées se composent des coûts liés à l'obtention d'emprunts à long terme, de la perte reportée et de la période libre de loyer liée à une opération de cession-bail ainsi que des frais d'aménagement reportés. Les frais de financement reportés sont reportés et amortis sur la durée de l'emprunt correspondant selon la méthode du taux d'intérêt effectif; la perte reportée et la période libre de loyer sont amorties sur la durée du contrat de location correspondant et les frais d'aménagement reportés, sur une période de 24 mois à compter des premières ventes commerciales.

#### **Placements**

Les placements dans les actions ordinaires de sociétés fermées sur lesquelles la société n'exerce aucune influence notable sont comptabilisés selon la méthode du coût et les revenus de placement ne sont comptabilisés que dans la mesure où des dividendes sont déclarés. Chaque année ou selon les événements ou les circonstances, la Société examine ses placements pour déterminer s'il y a eu des baisses de valeur durables. Toute baisse de valeur de l'investissement entraîne une dépréciation qui est constatée en résultat net au cours de l'exercice.

#### **Constatation des produits d'exploitation**

La Société constate les produits d'exploitation lorsque les produits sont achevés selon les spécifications du client et expédiés à celui-ci, et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

De plus, lorsqu'un client souhaite conclure un accord de vente à livrer, les produits sont comptabilisés lorsque le client est facturé pour le matériel qui a été produit, emballé et prêt à être livré. Ce matériel est séparé des stocks disponibles à la vente, le risque inhérent à la propriété est assumé par le client, les modalités de recouvrement des factures connexes et leur recouvrement sont similaires à toutes les autres ventes.

## **NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

### **3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]**

#### **Frais de recherche et de développement**

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les dépenses de développement, déduction faite des crédits d'impôt, sont capitalisées et comprises dans les charges reportées quand elles satisfont aux critères de capitalisation applicables selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. L'amortissement des frais de développement reportés commence au moment de la production commerciale et s'étend sur la durée de vie utile prévue du produit, jusqu'à concurrence de 24 mois.

#### **Contrats de location**

Les contrats de location pour lesquels pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété sont transférés à la Société sont comptabilisés comme des contrats de location-acquisition et classés comme des immobilisations et des obligations découlant de contrats de location-acquisition. Tous les autres contrats de location sont classés comme des contrats de location-exploitation en vertu desquels les coûts sont passés en charges pendant la période au cours de laquelle ils sont engagés.

#### **Impôts sur les bénéfices**

La Société suit la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser ses impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et sont mesurés par application du taux d'imposition pratiquement en vigueur et des lois qui devraient être en vigueur durant les périodes où les actifs et les passifs d'impôts futurs devraient être réalisés ou réglés. Une provision pour moins-value est constituée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs ne soient pas réalisés.

#### **Conversion de devises**

##### **[a] Activités canadiennes**

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change historiques. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

##### **[b] Activités étrangères**

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de la période. Les produits et les charges sont convertis aux taux moyens en vigueur au cours de la période. Le rajustement découlant de la conversion de ces comptes a été reporté et inclus dans les capitaux propres à titre d'écart de conversion. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains et pertes de conversion reportés est constaté en résultat net.

### **3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]**

## **NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

Les comptes des filiales étrangères intégrées de la Société sont convertis selon la méthode temporelle. Selon cette méthode, les éléments monétaires au bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan et les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change historiques. Les produits et les charges (à l'exception de la dotation aux amortissements, qui est convertie aux mêmes taux que les actifs connexes) sont convertis aux taux en vigueur à la date de l'opération ou aux taux de change moyens de la période. Les gains et les pertes de change sont portés à l'état des résultats.

### **Rémunération et autres paiements à base d'actions**

La Société a un régime de rémunération à base d'actions qui est décrit à la note 15. En date du 1<sup>er</sup> mai 2004, la Société a appliqué la méthode de la juste valeur pour passer en charges toutes les options sur actions attribuées depuis le 1<sup>er</sup> mai 2002. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. Les options attribuées à des consultants sont passées en charges à la date d'acquisition des droits sous-jacents ou sur la période au cours de laquelle les services sont rendus, selon la première des éventualités. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est créditée au capital social.

En ce qui a trait aux options attribuées avant le 1<sup>er</sup> mai 2002, aucune charge de rémunération n'était ou n'a été constatée pour ce régime au moment où les actions ou les options sur actions ont été attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs.

### **Instruments financiers dérivés**

La Société recourt à des instruments financiers dérivés pour gérer son risque de change. En vertu de la politique de la Société, les instruments financiers dérivés ne sont pas utilisés à des fins de négociation ou de spéculation. La Société conclut périodiquement des contrats de change à terme lorsqu'elle le juge approprié. Elle utilise la comptabilité de couverture pour constater ces opérations quand la couverture est jugée efficace et que la documentation nécessaire est en place. Au cours de l'exercice, aucune opération de couverture n'a été jugée efficace; les instruments dérivés ont été comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan et les variations de la juste valeur des contrats de change à terme ont été constatés dans les charges financières de l'état des résultats. Les variations de la juste valeur des contrats à terme ont partiellement compensé les gains et pertes de change sur les actifs et passifs monétaires connexes libellés en devises.

### **Charges financières**

Les charges financières comprennent les intérêts débiteurs sur la dette bancaire et la dette à long terme, les frais et les commissions bancaires.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

### **3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]**

#### **Résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la méthode du rachat d'actions, donnant effet à l'exercice de tous les facteurs dilutifs. Selon la méthode du rachat d'actions, on présume que tous les produits qui pourraient être obtenus à l'exercice d'options serviraient à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période.

#### **Consolidation des entités à détenteurs de droits variables**

Le 1<sup>er</sup> mai 2005, la Société a adopté les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables («EDDV»). Ces recommandations fournissent un nouveau cadre pour identifier les EDDV et établir quand une entreprise devrait consolider les actifs, passifs et résultats d'exploitation d'une EDDV dans ses états financiers. La direction a conclu que la Société n'avait pas des EDDV pour l'exercice terminé le 30 avril 2007 ou 2006.

### **4. ACTIVITÉS ABANDONNÉES**

Le 8 mai 2003, le conseil d'administration a approuvé un plan de désinvestissement pour la filiale suédoise, Beve Electronics AB («Beve»), qui comprenait la majeure partie du secteur des hyperfréquences de la Société. Le 29 août 2003, la Société a vendu Beve à la société suédoise Note AB. La vente comprenait des stocks et du matériel d'une valeur comptable d'environ 7,4 millions de dollars et 0,6 million de dollars respectivement, pour un produit estimatif de 6,1 millions de dollars. Le produit de cette vente a directement réduit la dette bancaire de la Société et a également servi à payer les fournisseurs et la rémunération à payer. Bien que la vente n'ait pas porté sur les actifs immobiliers, la Société a toutefois signé des baux à long terme avec Note AB. Par suite de cette décision, les produits d'exploitation et les résultats de Beve ont été comptabilisés à titre d'activités abandonnées dans les états consolidés des résultats. Le 1<sup>er</sup> juillet 2005, la Société a vendu ses bâtiments et a conclu un contrat de vente de son terrain et a donc reclassé son terrain, son bâtiment et la dette à long terme correspondante liée aux activités abandonnées à titre d'actifs à court terme. En 2007, la Société a reçu le produit de la vente de son terrain et a vendu ses entités suédoises.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**4. ACTIVITÉS ABANDONNÉES [SUITE]**

	Pour les douze mois terminés le 30 avril	
	2007	2006
	\$	\$
Perte découlant des activités abandonnées	(8)	(121)

Les actifs et les passifs des activités abandonnées se présentent comme suit:

	Au 30 avril 2007	Au 30 avril 2006
	\$	\$
Actif à court terme	—	278
	—	278
Passif à court terme	—	63
	—	63

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées se composent des rentrées (sorties) de fonds suivantes:

Activités d'exploitation	(8)	3 959
Activités de financement	—	(4 296)
Activités d'investissement	215	—
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	—	(34)
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant des activités abandonnées	207	(371)

**5. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT**

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues en cas de pertes sur créances éventuelles. Il est raisonnablement possible que le montant réel des pertes découlant des comptes clients, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les comptes clients étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada, et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques.

Deux clients représentaient 43 % du chiffre d'affaires de l'exercice terminé le 30 avril 2007 et 36 % des comptes clients au 30 avril 2007 [en 2007, un client représentait 41% du chiffre d'affaires et 43% des comptes clients au 30 avril 2007].

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**6. PLACEMENTS À COURT TERME**

Les placements à court terme se composent de deux placements [deux en 2006] dans des effets de commerce d'une grande société ouverte non reliée . La valeur marchande de ces placements était de 75 000 \$ [10 878 000 \$ en 2006].

**7. AUTRES DÉBITEURS**

	<b>2007</b>	2006
	\$	\$
Avances à des employés	<b>3</b>	133
Taxes à la consommation à recevoir	<b>455</b>	366
Autres taxes à recouvrer	<b>212</b>	108
Divers	<b>219</b>	25
	<b>889</b>	632

**8. STOCKS**

	<b>2007</b>	2006
	\$	\$
Matières premières et composantes acquises	<b>5 155</b>	5 896
Produits en cours	<b>1 333</b>	1 183
Produits finis	<b>1 184</b>	467
	<b>7 672</b>	7 546

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
<b>Au 30 avril 2007</b>			
Matériel et outillage	17 925	12 307	5 618
Terrain et bâtiments	815	314	501
Améliorations locatives	653	622	31
Mobilier et agencements	2 134	1 749	385
Outils et matrices	988	784	204
Matériel informatique	1 627	1 275	352
Automobiles	79	64	15
	<b>24 221</b>	<b>17 115</b>	<b>7 106</b>
<b>Au 30 avril 2006</b>			
Matériel et outillage	17 949	11 165	6 784
Terrain et bâtiments	812	273	539
Améliorations locatives	637	602	35
Mobilier et agencements	2 128	1 647	481
Outils et matrices	907	713	194
Matériel informatique	1 622	1 141	481
Automobiles	115	65	50
	<b>24 170</b>	<b>15 606</b>	<b>8 564</b>

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des actifs incorporels selon le plan stratégique de la Société et le contexte commercial dans lequel elle évolue. Au cours de l'exercice 2007, la Société s'est départie de ses immobilisations corporelles situées à Reno [États-Unis], d'une valeur comptable de 85 000 \$ [coût de 111 000\$] déduction faite de l'amortissement cumulé de 26 000 \$. Au cours de l'exercice 2006, elle a établi qu'il était nécessaire de radier des immobilisations corporelles ayant une valeur comptable de 470 000 \$ [coût de 1 900 000 \$, déduction faite de l'amortissement cumulé de 1 430 000 \$]. Le test de dépréciation est effectué selon les meilleures estimations de la direction quant aux flux de trésorerie futures et, par conséquent, de telles estimations sont assujetties à l'incertitude relative à la mesure.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**10. ACTIFS INCORPORELS**

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
<b>Au 30 avril 2007</b>			
Logiciels	4 418	3 672	746
Technologie brevetée et marques de commerce	93	27	66
Technologie non brevetée	1 891	873	1,018
Liste de clients	6 537	6 002	535
	<b>12 939</b>	<b>10 574</b>	<b>2,365</b>
<b>Au 30 avril 2006</b>			
Logiciels	4 388	3 359	1 029
Technologie brevetée et marques de commerce	288	83	205
Technologie non brevetée	1 891	586	1 305
Liste de clients	6 537	5 225	1 312
Contrat de client acquis	158	158	—
	<b>13 262</b>	<b>9 411</b>	<b>3 851</b>

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable du portefeuille d'actifs incorporels quand elle décèle un signe de baisse de valeur. En 2007, la Société a radié un montant de 156 000 \$ lié à un brevet détenu au Royaume-Uni.

En 2006, la direction a noté que la valeur comptable de la liste de clients, eu égard à des clients particuliers dans le secteur des télécommunications, avait subi une baisse de valeur. Une baisse de valeur de 350 000 \$ a été comptabilisée. De plus, la Société a radié un certain nombre de licences de logiciels qu'elle ne considère maintenant plus utiles, ayant une valeur comptable nette de 13 000 \$ [coût de 429 000 \$, déduction faite de l'amortissement cumulé de 416 000 \$]. Le test de dépréciation est effectué selon les meilleures estimations de la direction quant aux flux de trésorerie futurs et, par conséquent, ces estimations sont assujetties à l'incertitude relative à la mesure.

Le coût des ventes comprend un amortissement de néant [ 97 000 \$ en 2006] lié à des contrats de client acquis.

**11. Placements**

	2007 \$	2006 \$
Coût des actions ordinaires d'une compagnie privée	750	—
	<b>750</b>	<b>—</b>

Au cours du quatrième trimestre, la Société a investi 750 000 \$ dans les actions ordinaires d'une société fermée. Certaines administrateurs de la Société sont aussi des actionnaires de la société fermée et détiennent moins de 10% des capitaux propres de ladite société.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**12. CHARGES REPORTÉES**

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur Comptable nette \$
<b>Au 30 avril 2007</b>			
Charges de financement reportées	647	486	161
Perte à la cession-bail reportée	995	713	282
Loyer à la cession-bail reporté	2 840	2 035	805
	<b>4 482</b>	<b>3 234</b>	<b>1 248</b>
<b>Au 30 avril 2006</b>			
Charges de financement reportées	647	372	275
Perte à la cession-bail reportée	995	514	481
Loyer à la cession-bail reporté	2 840	1 467	1 373
Coûts de développement reportés	1 065	1 065	—
	<b>5 547</b>	<b>3 418</b>	<b>2 129</b>

**13. DETTE BANCAIRE**

Au cours de l'exercice 2007, la Société a décidé de rembourser sa facilité de crédit auprès d'une grande banque à charte canadienne.

	Crédit disponible \$	<i>Crédit utilisé</i> \$	Taux d'intérêt
<b>Au 30 avril 2006</b>			
Mitec Telecom Inc.	—	—	
	—	—	
<b>Au 30 avril 2005</b>			
Mitec Telecom Inc.	6 000	6 016	Prime
	6 000	6 016	

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**14. DETTE À LONG TERME**

	<b>2007</b>	2006
	\$	\$
a] Emprunt à terme auprès d'une banque canadienne au taux préférentiel majoré de 0,75 % garanti par Investissement Québec, repayer en 2007.	—	452
b] Emprunt à terme auprès d'Investissement Québec, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 3,5% remboursable en 60 versements mensuels de 62 500 \$ .	<b>958</b>	1,459
	<b>958</b>	1,911
Moins: la tranche échéant à moins d'un an	<b>500</b>	953
	<b>458</b>	958

Au cours de l'exercice 2007, la Société a décidé de rembourser sa facilité de crédit auprès d'une grande banque à charte canadienne.

Les remboursements annuels de capital requis pour chacun des deux prochains exercices sont comme suit :

	\$
2008	500
2009	458

En vertu de son emprunt à terme auprès d'Investissement Québec, la Société doit se conformer à certaines clauses financières restrictives. Au 30 avril 2007, la Société respectait ces clauses restrictives.

**15. CAPITAL SOCIAL**

**Autorisé**

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les modalités peuvent être déterminées par le conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**15. CAPITAL SOCIAL [SUITE]****Actions ordinaires émises et en circulation**

	Au 30 avril 2007		Au 30 avril 2006	
	#	\$	#	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>76 405 263</b>	<b>116 357</b>	76 405 263	116 357
Variations au cours de l'exercice :				
Émises au comptant (déduction faite des coûts d'émission de 616 \$)	<b>97 971 960</b>	<b>9 258</b>	—	—
Émises à l'exercice de bons de souscription	<b>125 000</b>	<b>16</b>	—	—
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>174 502 223</b>	<b>125 631</b>	76 405 263	116 357

Le 3 octobre 2006, la Société a émis 43 682 181 actions ordinaires aux termes d'une émission de droits au coût de 0,10 \$ par action. Le produit brut global mobilisé dans le cadre de ce placement s'est établi à 4,4 millions dollars et a été réduit des frais d'émission de 215 000 \$.

Le 18 octobre 2006, la Société a annoncé la clôture d'un placement privé et l'émission de 35 000 000 actions ordinaires et 8750 000 bons de souscription. Chaque bon donne à son porteur le droit d'acquérir une action ordinaire additionnelle de la Société au prix de 0,10 \$ au plus tard le 3 octobre 2008. Le produit brut global mobilisé dans le cadre du placement privé s'est établi à 3,5 millions de dollars et a été réduit des coûts d'émission de 215 000 \$. Le produit net a été réparti entre les actions ordinaires et les bons de souscription émis en fonction de leurs valeurs relatives. Les 8 750 000 bons de souscription ont été évalués à 350 000 \$, valeur qui a été réduite des frais d'émission de 43 000 \$ selon le modèle d'évaluation des options Black-Scholes qui suppose une durée de vie prévue de deux ans, une volatilité de 88 %, un taux d'intérêt sans risque de 4,08 % et aucun rendement de l'action.

Le 30 mars 2007, la Société a émis 19 289 799 actions ordinaires et 19 289 779 bons de souscription dans le cadre d'un placement privé. Chaque bon donne à son porteur le droit d'acquérir une action ordinaire additionnelle de la Société au prix de 0,22 \$. Le produit brut global mobilisé dans le cadre de ce placement privé s'est établi à 3,5 millions de dollars dont 187 000 \$ était recevable en fin d'exercice et réduit des coûts d'émission de 337 000 \$. Le produit net a été réparti entre les actions ordinaires et les bons de souscription en fonction de leurs valeurs relatives. Les 19 289 779 bons de souscription ont été évalués à 1 116 000 \$, moins les frais d'émission de 108 000 \$, selon le modèle de Black-Scholes, lequel suppose une durée de vie prévue de deux ans, une volatilité de 95 %, un taux d'intérêt sans risque de 3,96% et aucun rendement de l'action. La Société peut forcer l'exercice des bons de souscription si le cours de clôture de ses actions ordinaires est égal ou supérieur à 0,35 \$ sur une période de 20 jours de négociation consécutifs en Bourse. Le montant du produit brut additionnel s'élèverait alors à 4,2 millions de dollars.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**15. CAPITAL SOCIAL [SUITE]****Bons de souscription**

	Au 30 avril 2007		Au 30 avril 2006	
	#	\$	#	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	—	—	3 077 132	1 129
Émis au comptant (déduction faite des coûts d'émission de 151 \$)	<b>28 039 779</b>	<b>1 315</b>	—	—
Exercés	<b>(125 000)</b>	<b>(4)</b>	—	—
Échus	—	—	(3 077 132)	(1 129)
<b>SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>27 914 779</b>	<b>1 311</b>	—	—

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est comme suit :

PRIX D'EXERCICE	Au 30 avril 2007	
	Date d'expiration	#
0,10	<b>Le 3 octobre 2008</b>	<b>8 625 000</b>
0,22	<b>Le 30 mars 2009</b>	<b>19 289 779</b>
		<b>27 914 779</b>

La Société peut forcer l'exercice des bons de souscription émis le 30 mars 2007 si le cours de clôture de ses actions ordinaires est égal ou supérieur à 0,35 \$ sur une période de 20 jours de négociations consécutifs en Bourse. Le montant du produit brut additionnel s'élèverait à 4,2 millions de dollars.

Le 9 octobre 2005, les bons de souscription émis en vertu d'un placement privé antérieur ont échoué et la valeur associée à ces bons de souscription a été transférée au surplus d'apport.

**Résultat par action**

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est comme suit

	Au 30 avril 2007	Au 30 avril 2006
	#	#
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	<b>121 903 131</b>	76 405 263
Incidence des options sur actions et bons de souscription dilutifs, montant net	<b>26 016 421</b>	57 242
<b>Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>147 919 743</b>	76 462 505

Pour les exercices 2007 et 2006, l'incidence sur le résultat par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription pouvant potentiellement être exercés a été antidilutive; de sorte que les résultats de base et dilués par action sont égaux.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**15. CAPITAL SOCIAL [SUITE]****Régime d'options sur actions**

La Société a un régime d'options sur actions [le «régime»] à l'intention des employés clés, des administrateurs et des dirigeants de la Société. Le 20 octobre 2006, les actionnaires ont approuvé une modification du régime d'options sur actions, entraînant l'augmentation du nombre d'options pouvant être émises en vertu du régime de 3 000 000 actions ordinaires pour un total de 10 000 000 d'actions ordinaires. Le nombre d'actions ordinaires attribuées à un titulaire et la période d'acquisition, étant habituellement d'au plus cinq ans, sont déterminés à la discrétion du conseil d'administration.

Le prix d'exercice de toute option attribuée en vertu du régime est fixé par le conseil d'administration au moment de l'attribution, d'après le cours de clôture de l'action ordinaire. La durée d'une option ne peut dépasser dix ans à partir de la date d'attribution. Les options sont incessibles et ne peuvent être exercées que si le titulaire est un employé, un administrateur ou un dirigeant d'administration de la Société.

Au 30 avril 2007, 3 793 550 [4 201 254 en 2006] options étaient disponibles aux fins d'attribution en vertu du régime.

Les changements apportés au nombre d'options sur actions attribuées par la Société et à leur prix d'exercice moyen pondéré sont comme suit :

	Au 30 avril 2007		Au 30 avril 2006	
	Quantité	\$	Quantité	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>2 403 500</b>	<b>1,76</b>	3 703 850	1,69
Attribuées	<b>4 735 000</b>	<b>0,13</b>	725 000	0,34
Frappées d'extinction	<b>(812 600)</b>	<b>1,92</b>	(2 025 350)	1,12
Échues	<b>(119 450)</b>	<b>6,50</b>	—	—
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>6 206 450</b>	<b>0,41</b>	2 403 500	1,76
<b>Options exerçables à la fin de l'exercice</b>	<b>3 338 384</b>	<b>0,60</b>	1 421 366	2,42

LA JUSTE VALEUR PONDÉRÉE MOYENNE À LA DATE DE L'ATTRIBUTION DES OPTIONS SUR ACTIONS EN 2007 ÉTAIT DE 0,13 \$ [0,27 \$ EN 2006].

La juste valeur des options attribuées a été calculée au moyen du modèle de Black et Scholes en prenant en compte une volatilité de 98 % [90 % en 2006], un taux d'intérêt sans risque de 4,5 % [5,75 % en 2006], un taux de rendement de l'action nul et une durée de vie prévue de l'option de cinq ans.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**15. CAPITAL SOCIAL [suite]**

Les informations supplémentaires sur les options sur actions en cours au 30 avril 2007 sont comme suit :

Prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre moyen pondéré d'années avant l'échéance	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
0,11 \$ à 0,16 \$	3 425 000	0,11	9,3	1 710 000	0,11
0,17 \$ à 0,25 \$	1 310 000	0,19	4,8	322 000	0,19
0,26 \$ à 0,39 \$	676 000	0,33	4,6	567 334	0,33
0,80 \$ à 1,20 \$	110 000	0,80	2,7	108 000	0,80
1,21 \$ à 1,80 \$	225 000	1,65	3,8	195 000	1,66
1,81 \$ à 2,71 \$	346 750	1,88	4,5	322 350	1,88
2,72 \$ à 4,06 \$	61 500	3,59	3,0	61 500	3,59
4.07\$ to 9.00\$	52 200	6,59	1,0	52 200	6,59
	<b>6 206 450</b>	<b>0,41</b>	<b>7,1</b>	<b>3 338 384</b>	<b>0,60</b>

**Surplus d'apport**

	2007	2006
	\$	\$
<b>SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>8 126</b>	6 154
Variations au cours de l'exercice		
Rémunération à base d'actions	<b>519</b>	843
Bons de souscription échus	—	1 129
<b>SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>8 645</b>	8 126

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**16. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE**

[a] Les principales composantes de la charge (du recouvrement) d'impôts sur les bénéfices consistent en ce qui suit :

	2007	2006
	\$	\$
Charge d'impôts sur les bénéfices exigible avant ce qui suit	220	57
Économie d'impôts liée aux pertes non constatées antérieurement et aux écarts temporaires	(220)	(57)
<u>Recouvrement d'impôts sur les bénéfices exigibles</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
Charge d'impôts sur les bénéfices futurs avant les éléments suivants :		
Réduction de valeur d'actifs d'impôts reportés	(181)	(594)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	814	—
<u>Recouvrement d'impôts sur les bénéfices</u>	<u>633</u>	<u>(594)</u>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**16. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE [SUITE]**

[b] La charge (le recouvrement) d'impôts sur les bénéfices présenté(e) diffère du montant calculé par l'application des taux d'imposition canadiens au bénéfice avant impôts sur les bénéfices. Les facteurs inhérents à ces écarts et l'incidence fiscale connexe sont comme suit :

	2007	2006
	\$	\$
<b>PERTE DÉCOULANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>(11 731)</b>	(18 040)
Taux d'imposition canadien prévu par la loi	<b>32,00%</b>	32,00%
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices prévu(e)	<b>(3 754)</b>	(5 773)
<b>Rajustements</b>		
Incidence fiscale de la rémunération à base d'option sur actions non déductible	<b>166</b>	270
Recouvrement de passifs d'impôts futurs constatés antérieurement	<b>(181)</b>	(594)
Incidence fiscale de l'amortissement des actifs incorporels non déductible	<b>86</b>	149
Incidence des taux d'imposition étrangers	<b>9</b>	(340)
Crédits d'impôt et autres montants non imposables au Québec	<b>(36)</b>	(49)
Économie d'impôts liée aux pertes non constatées antérieurement et aux écarts temporaires	<b>(220)</b>	(57)
Économie d'impôts non constatée découlant de pertes et d'écarts temporaires	<b>3 520</b>	5 773
Économie d'impôts liées à des crédits d'impôts à l'investissement non constatées antérieurement	<b>814</b>	—
Divers	<b>229</b>	27
<b>CHARGE (RECOUVREMENT) D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>633</b>	(594)

[c] L'incidence fiscale des écarts temporaires et des pertes d'exploitation nettes qui entraînent des actifs et des passifs d'impôts reportés est comme suit :

	2007	2006
	\$	\$
<b>PASSIFS D'IMPÔTS FUTURS</b>		
Valeur comptable des immobilisations en sus de la valeur fiscale	<b>16</b>	27
Crédits d'impôt à l'investissement	—	58
Charges reportées et autres	<b>133</b>	229
<b>Total des passifs d'impôts futurs</b>	<b>149</b>	314

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**16. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE [SUITE]**

	2007 \$	2006 \$
<b>PASSIF D'IMPÔTS FUTURS</b>		
Report en avant de pertes d'exploitation nettes	13 265	11 043
Report prospectif de recherche et de développement	5 917	6 773
Valeur fiscale des immobilisations en sus de la valeur comptable	2 935	2 657
Provisions, frais d'émission d'actions et autres	700	1 772
Total des actifs d'impôts futurs	22 817	22 245
Provision pour moins-value	(22 668)	(22 111)
	<b>149</b>	<b>133</b>
Passifs d'impôts futurs en sus des actifs d'impôts futurs	—	181
Crédits d'impôt à l'investissement non remboursables constatés	—	181
<b>Total des actifs d'impôts futurs</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

La Société a des reports prospectifs de pertes non constatées d'environ 5 100 000 \$ au Royaume-Uni, sans date d'expiration, d'environ 800 000 \$ en Chine, sans date d'expiration, d'environ 35 000 000 \$ au Canada, qui, qui expirent au cours des exercices 2009 à 2017 et d'environ 3 000 000 \$ aux Etats-Unis, qui expirent au cours des exercices 2020 et 2027. En outre, la Société a des coûts de recherche et de développement non constatés au Canada d'environ 18 000 000 \$.

En outre, la Société a des pertes en capital déductibles au Canada d'environ 17 000 000 \$ qui n'ont pas été constatées dans les actifs d'impôts futurs décrits ci-dessus. La Société a également des crédits d'impôts à l'investissement non constatés d'environ 4 000 000 \$, qui expirent au cours des exercices 2011 à 2027.

La Société a été vérifié par l'Agence du revenu du Canada [«ARC»] relativement à la service de prestation de recherche et de développement par une filiale américaine de la Société en 2001 et 2002. La Société fait aussi l'objet d'une vérification par ARC, pour les années d'imposition 1999 à 2004 relativement aux intérêts théoriques sur les prêts consentis à des filiales étrangères. En 2007, la Société a reçu des avis de cotisation et des projets de cotisation de l'ARC. Ces avis et projets de cotisation pourraient augmenter considérablement le revenu imposable de la Société pour ces exercices.

Ces différends font l'objet de discussions avec l'ARC, et la Société est d'avis qu'elle a constitué toutes les provisions nécessaires à cet égard en utilisant les crédits d'impôts à l'investissement et en réduisant les actifs d'impôts futurs liés aux pertes d'exploitation et aux coûts de recherche de développement reportés. Cependant, la Société doute du bien-fondé de certaines modifications exigées et a l'intention de les contester. L'issue ultime de ces différends pourrait donner lieu à un ajustement important des montants comptabilisés.

## **NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

### **16. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE [SUITE]**

#### **Aide gouvernementale**

La Société a engagé des coûts de recherche et de développement, dont certains donnent droit à des crédits d'impôt à l'investissement remboursables. Les crédits d'impôt à l'investissement comptabilisés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouverts et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales; ces montants pourraient donc varier. Les crédits d'impôts à l'investissement qui ont été portés en réduction des coûts de recherche et développement, ces crédits s'élevaient à 364 000 \$ (491 000 \$ en 2006).

### **17. FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES CHARGES**

En 2007, la Société a décidé de rationaliser ses opérations et de revoir les marchés de télécommunications cibles de l'Amérique du Nord. Par suite de cette révision, la direction de la Société a décidé de rationaliser davantage ses coûts fixes en réduisant ses effectifs à Montréal [Canada], en fermant ses installations de recherche et développement aux États-Unis et en vendant sa division des ventes située au Royaume-Unit. La Société a engagé des indemnités de départ à l'intention de certains administrateurs et membres du personnel pour un montant de 1 728 000 \$ dont un solde impayé de 94 000 \$ a été inclus dans le poste Crédeurs et charges à payer au 30 avril 2007. En outre, l'acquisition immédiate des droits relatifs aux options sur actions de ces employés a augmenté d'environ 125 000 \$ les charges de rémunération à base d'actions de l'exercice écoulé. La Société a aussi décidé de fermer ses installations à Reno [États-Unis], ce qui a donné lieu à des charges de restructuration de 132 000 \$ liées à la dépréciation des stocks et à la radiation des immobilisations corporelles [note 8]. Les mesures de restructuration ont aussi amené la Société à réduire de 853 000 \$ la valeur des stocks de Télécommunications de Montréal [Canada]. Les charges liées à la dépréciation des stocks ont été inclus dans le coût des ventes. La Société continuera de tirer avantage de sa technologie non brevetée liée au secteur Télécommunications.

Au cours de l'exercice 2006, la Société a engagé 348 000 \$ en coûts de résiliation de bail additionnels pour ses installations du New Jersey et n'est plus liée par des obligations locatives pour ces installations. En outre, pendant l'exercice, la Société a comptabilisé et payé des indemnités de départ à certains directeurs pour un montant de 1 216 000 \$. Enfin, l'acquisition immédiate des droits rattachés aux options attribués à ces directeurs a augmenté la charge liée à la rémunération à base d'actions de l'exercice 2006 de 490 000 \$. Par suite de la décision du Conseil d'administration, la Société a fait appel à un conseiller financier externe pour l'aider à évaluer certaines solutions stratégiques. La société a comptabilisé 200 000 \$ pour ces services.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**18. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS**

- [a] La Société et ses filiales se sont engagées en vertu de contrats de location-exploitation à louer des propriétés et du matériel. Les paiements de location annuels minimums futurs sont comme suit :

	\$
2008	148
2009	22
2010	22
2011	6
	198

- [b] En janvier 1997, la Société avait reçu un avis des avocats représentant les résidents d'une maison à Williston, au Vermont, concernant une réclamation éventuelle pour dommages à la propriété et préjudice corporel, en raison de la présence de contaminants dans la nappe d'eau souterraine se trouvant sous la propriété. Dans l'avis, on prétendait que les contaminants provenaient de sources situées sur une parcelle de terrain que louait Mitec Systems, Inc. dans le passé. En 1999, un procès a été intenté au Vermont contre la Société et deux sociétés apparentées pour préjudice corporel non précisé et diminution de la valeur de leurs propriétés résidentielles. La Société a réglé cette poursuite pour environ 240 000 \$ [175 000 \$ US] et a comptabilisé le règlement et les frais juridiques y afférents en 2004. Elle cherche également à obtenir un dédommagement de sa compagnie d'assurances et cette dernière réclame le recouvrement de certains frais auprès de la Société. Le 1<sup>er</sup> février 2007, la cour supérieure a rendu un jugement favorable en faveur de la compagnie d'assurances. La Société considère avoir de plusieurs arguments sérieux et a porté le jugement en appel auprès de la cour supérieure du Vermont. Cependant, à l'heure actuelle, il est impossible de prévoir l'issue de l'affaire, de sorte qu'aucune provision n'a été constituée.

En février 1999, la Société avait conclu une entente avec l'État du Vermont en vertu de laquelle elle acceptait d'effectuer une investigation du site, et l'État consentait à utiliser ses ressources pour identifier toutes les personnes et les entités éventuellement responsables de la contamination du site. L'État du Vermont avait également demandé à la United States Environmental Protection Agency [«USEPA»] de suspendre son investigation du site. L'investigation du site entreprise par la Société est terminée, et les données et l'information recueillies indiquent qu'il existe un certain nombre d'autres sources possibles de contamination de la nappe souterraine. L'État du Vermont a déclaré ne pas avoir d'argent pour entreprendre les étapes suivantes relativement à la contamination de la nappe souterraine et a demandé à la USEPA de reprendre son investigation sur la contamination. La USEPA a accepté. Dans une lettre datée de mai 2007, la USEPA a informé la Société quelle la tenait potentiellement responsable de la contamination. La Société a retenu les services d'un avocat américain spécialisé dans les questions environnementales afin d'évaluer le bien-fondé de cette réclamation éventuelle. Cependant, à l'heure actuelle, il est impossible de prévoir l'issue de l'affaire, de sorte qu'aucune provision n'a été constituée.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**18. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS [SUITE]**

- c) L'ancien propriétaire de la Société dans les installations du New Jersey a intenté une poursuite contre la Société et certains de ses sous-locataires pour dommages aux locaux loués. Cependant, à l'heure actuelle, il est impossible de prévoir l'issue de cette affaire, de sorte qu'aucune provision n'a été constituée.

**19. opÉrations entre des parties liÉes**

Outre les opérations entre des parties liées présentées ailleurs dans les notes afférentes aux états financiers consolidés de 2007, la Société a engagé des frais de consultation de 288 000 \$ [néant en 2006] à une société sous le contrôle d'un administrateur.

**20. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE**

**[a] États des flux trésorerie consolidés**

Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation

	<b>Pour les douze mois terminés</b>	
	<b>les 30 avril</b>	
	<b>2007</b>	<b>2006</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Comptes clients et autres débiteurs	<b>5 715</b>	2 814
Stocks	<b>(126)</b>	4 167
Charges payées d'avance et autres charges	<b>(266)</b>	123
Impôts sur les bénéfices recouvrables	<b>(37)</b>	241
Créditeurs et charges à payer	<b>(5 471)</b>	(2 135)
	<b>(185)</b>	5 210
<b>Intérêts payés</b>	<b>219</b>	486

**[b] États des résultats consolidés**

**AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Télécommunications	<b>1 122</b>	1 403
Satellites	<b>496</b>	570
	<b>1 618</b>	1 973

**AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Télécommunications	<b>958</b>	1 463
Satellites	<b>436</b>	387
	<b>1 394</b>	1 850

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**20. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE**  
[SUITE]

	Pour les douze mois terminés les 30 avril	
	2007	2006
	\$	\$
<b>L'amortissement des immobilisations corporelles est compris dans les éléments suivants:</b>		
Coûte des ventes	1 154	1 338
Frais de vente et administration, et frais de recherche et de développement	464	635
	<b>1 618</b>	1 973
<b>L'amortissement des actifs incorporels est compris dans les éléments suivants:</b>		
Coûte des ventes	—	97
Frais de vente et administration, et frais de recherche et de développement	1 394	1 929
	<b>1 394</b>	2 026
<b>L'amortissement des charges reportées est compris dans les éléments suivants :</b>		
Coûte des ventes	491	490
Vente et administration	267	238
Recherche et de développement	123	317
	<b>881</b>	1 045

**21. INFORMATIONS SECTORIELLES****a) Informations sectorielles utilisées par la direction**

La direction organise la Société en deux secteurs d'activité principaux aux fins de la prise de décisions touchant l'exploitation et de l'évaluation du rendement. Ces secteurs d'activité sont les télécommunications [ «télécommunications», auparavant appelé secteur «sans-fil» ], et les communications par satellite et terrestres [ «satellites» ]. La Société exerce actuellement ses activités au Canada et en Chine.

Le secteur des télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires.

Le secteur des communications par satellite participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les stations terrestres de relais par satellites.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**21. INFORMATIONS SECTORIELLES [SUITE]**

La direction évalue le rendement des secteurs d'après le bénéfice brut, car les autres charges ne peuvent être imputées à des secteurs distincts. En outre, les secteurs partagent des stocks et certaines immobilisations.

Les informations pour chaque secteur pour les périodes de douze mois terminées les 30 avril sont les suivants :

	Télécommunications		Satellites		Total	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
						[Retraité – note 2]
Chiffre d'affaires	<b>11 933</b>	24 542	<b>21 874</b>	19 968	<b>33 807</b>	44 510
Coût des ventes	<b>13 325</b>	24 809	<b>15 032</b>	14 355	<b>28 357</b>	39 164
Bénéfice brut	<b>(1 392)</b>	(267)	<b>6 842</b>	5 613	<b>5 450</b>	5 346
Charges					<b>17 181</b>	23 386
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices)					<b>633</b>	(594)
Perte découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices					<b>(12,364)</b>	(17 446)
Perte découlant des activités abandonnées					<b>(8)</b>	(121)
<b>Perte nette de l'exercice</b>					<b>(12,372)</b>	(17 567)

La ventilation des actifs incorporels par secteur d'activité est comme suit:

	Télécommunications	Satellites	Total
	\$	\$	\$
<b>Au 30 avril 2007</b>			
Actif à court terme	<b>4 832</b>	<b>9 055</b>	<b>13 887</b>
Actif à long terme	<b>7 118</b>	<b>3 790</b>	<b>10 908</b>
	<b>11 950</b>	<b>12 845</b>	<b>24 795</b>
Actifs liés aux activités abandonnées [note 3]			—
Divers			<b>8 529</b>
<b>Total</b>			<b>33 324</b>
<b>Au 30 avril 2006</b>			
Actif à court terme	9 186	10 017	19 203
Actif à long terme	8 016	4 398	12 414
	17 202	14 415	31 617
Actifs liés aux activités abandonnées [note 3]			278
Divers			15 077
<b>Total</b>			<b>46 972</b>

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**21. INFORMATIONS SECTORIELLES [SUITE]**

La ventilation des actifs incorporels par secteur est comme suit :

	Télécommunications \$	Satellites \$	Total \$
<b>Au 30 avril 2007</b>			
Solde d'ouverture	2 594	1 257	3 851
Ajouts	26	6	32
Amortissement	(958)	(436)	(1 394)
Réduction de valeur des actifs incorporels	—	(156)	(156)
Incidence du taux de change	—	32	32
	<b>1 662</b>	<b>703</b>	<b>2 365</b>
<b>Au 30 avril 2006</b>			
Solde d'ouverture	4 577	1 686	6 263
Ajouts	130	30	160
Amortissement	(1 750)	(465)	(2 215)
Réduction de valeur des actifs incorporels	(363)	—	(363)
Incidence du taux de change	—	6	6
	2 594	1 257	3 851

**b) Informations sur la Société**

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	Pour les douze mois terminés les 30 avril	
	2007 \$	2006 \$
Canada	730	3 533
États-Unis	14 103	15 553
Europe	7 330	11 468
Asie	8 685	11 096
Autres	2 959	2 860
	<b>33 807</b>	<b>44 510</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

**21. INFORMATIONS SECTORIELLES [SUITE]**

Les tableaux suivants présentent le chiffre d'affaires, les actifs, les immobilisations et les actifs incorporels selon la région de production géographique.

	Pour les douze mois terminés les 30 avril	
	2007	2006
	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>		
Canada	23 947	34 872
États-Unis	356	1 031
Chine	10 011	14 863
Inter-pays	(507)	(6 256)
	<b>33 807</b>	<b>44 510</b>
<b>Actifs</b>		
Canada	27 806	35 992
États-Unis	37	2 138
Chine	5 415	8 398
Royaume-Uni	66	166
Actifs liés aux activités abandonnés [note 4]	—	278
	<b>33 324</b>	<b>46 972</b>
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels</b>		
Canada	8 417	10 196
États-Unis	—	1 120
Royaume-Uni	—	925
Chine	1 054	174
	<b>9 471</b>	<b>12 415</b>

**22. CHARGES FINANCIÈRES**

Les charges financières se composent de ce qui suit :

	Pour les douze mois terminés les 30 avril	
	2007	2006
	\$	\$
Intérêts sur la dette bancaire	56	303
Intérêts sur la dette à long terme	136	183
Frais bancaires et autres frais	113	105
	<b>305</b>	<b>591</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2007 et 2006

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions et les données par action, à moins d'indication contraire).

### 23. INSTRUMENTS FINANCIERS

#### i) Actifs et passifs financiers à court terme

La valeur comptable de ces actifs et passifs est une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme.

Les actifs financiers à court terme se composent des placements à court terme, des comptes clients et des autres débiteurs ainsi que des impôts sur les bénéfices recouvrables. Les passifs à court terme se composent de la dette bancaire et des créditeurs et charges à payer.

#### [ii] Placements

Puisque l'investissement dans une société fermée [note 11] a été effectué au quatrième trimestre de l'exercice, sa valeur comptable correspond approximativement à la juste valeur.

#### iii) Dette à long terme

La valeur comptable de la dette à long terme de la Société se rapproche de sa juste valeur en raison de la composante intérêts variables.

#### iv) Taux d'intérêt

Le principal risque de la Société par rapport aux fluctuations des taux d'intérêt est lié à sa dette bancaire et à sa dette à long terme étant donné qu'elles portent intérêt à des taux variables.

#### v) Limites du contrôle des changes

La filiale chinoise de la Société est assujettie à des autorisations gouvernementales advenant le désir de rapatrier des fonds à la société mère en sus du montant des avances consenties par la Société et ses filiales. Au 30 avril 2007, les fonds en caisse de la filiale chinoise d'un montant de 0,6 millions de dollars étaient inférieurs au montant de ces avances consenties de 1,3 millions de dollars.

### 24. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants de 2006 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour 2007.